

Promouvoir des services publics écoresponsables

Objectifs

- Accélérer la transition écologique des services publics
- Favoriser les initiatives écoresponsables des services publics pour répondre à une aspiration profonde des agents, de la société civile, et aux enjeux sociétaux de demain.

ENGAGEMENTS PRIS

Initié lors du Conseil de défense écologique du 12 février 2020 et mis en œuvre par la circulaire n° 6145/SG du 25 février 2020 relative aux engagements de l'État pour des services publics écoresponsables, cette démarche repose sur :

- la mobilisation des agents pour porter des initiatives, innovations et projets locaux
- la mise en œuvre d'un socle de 20 mesures dont les objectifs sont atteignables pour générer des effets d'entraînement
- la constitution d'une communauté professionnelle dans les ministères, préfectures, établissements publics et opérateurs de l'État pour mobiliser *in fine* les 2,4 millions d'agents publics de l'État
- des modalités de gouvernance à haut niveau de pilotage et de transparence.



20

mesures concrètes dans 6 domaines

- mobilité durable
- achats responsables
- alimentation respectueuse de l'environnement
- consommation énergétique des bâtiments
- phytosanitaire
- économie circulaire et numérique responsable

BILAN À DATE



Réalisation d'un appel à initiatives interministériel « Transition écologique des services publics » en septembre 2021 pour valoriser et accompagner les initiatives.

Un [bilan de lancement prometteur](#) publié suite au comité de suivi de février 2021.

80 % des 20 mesures déployées conformément au calendrier fixé, et de premiers résultats.

88 %

part des achats de papier recyclé au 2nd semestre 2020 après mise en place du catalogue restreint UGAP

Outils et ressources: guides spécifiques, kits et logiciels, webinaires et ateliers, avec l'appui de la plate-forme collaborative interministérielle (Osmose).

Constitution d'une communauté professionnelle d'acteurs engagés animée par le Commissariat général au développement durable.

Plus de **730**

membres

de la communauté professionnelle interministérielle mobilisée pour des services publics écoresponsables

Intégration de l'écoresponsabilité aux 9 engagements communs à tous les services Services Publics + (cf. fiche dédiée).

Réunion du 2^e comité de suivi du dispositif SPE le 12 janvier 2022.

Lancement par le CGDD et la DITP le 16 mars 2022 d'un appel à défis « Innovation écoresponsable » afin de favoriser, au sein des services publics, l'innovation en matière de développement durable et de transition écologique. L'appel à défis, doté d'une enveloppe de 1 million d'euros, est ouvert jusqu'au 29 mai 2022.

AVANCEMENT DU DÉPLOIEMENT DES 20 MESURES DU SOCLE À FIN 2021

*Avancement national de la mise en œuvre des 20 engagements pour des services publics écoresponsables (échelle de 1 à 3)

	N°	Engagement pris en février 2020	Réalisations à fin 2021	Avancement *
Mobilité durable	1	Mise en place du forfait mobilité durable de 200 € dans la fonction publique d'État	Le forfait mobilité durable est déployée dans la fonction publique d'État depuis mai 2020 : 4 % des agents en bénéficiaient à fin 2020.	3
	2	Accompagnement au covoiturage pour les trajets quotidiens	Bilan des expérimentations de partenariats sur 2 régions diffusé. 44 partenariats recensés fin 2020, généralisation différée par la crise sanitaire.	2
	3	Déploiement d'un logiciel commun de gestion de covoiturage pour les déplacements	1 ^{re} expérimentation du module en 2020, poursuite de la mise en place en 2021, avec mise en place de formations et partage de supports d'aide à la prise en main de la plateforme : 3 500 agents ont accès au service.	2
	4	500 nouvelles bornes de recharge véhicules électriques sur les sites de l'État d'ici 2021	1 500 nouveaux points de recharge ont été déployés en 2020 grâce à France relance, l'objectif a été dépassé. Poursuite du déploiement en 2021 avec marché notifié en avril. Kit en cours de finalisation pour accompagner les services dans le déploiement des installations.	3
	5	50 % des nouveaux véhicules en électrique ou hybride rechargeable (100 % pour les ministres, secrétaires d'État et préfets) dès 2020	Circulaire mobilité professionnelle nov. 2020. Catalogue UGAP adapté. 1 ^{ers} résultats 2020 encourageant : 39 % (contre 14 % en 2019).	3
	6	Installation dans tous les parkings de places de stationnement vélo agents et visiteurs	Élaboration et diffusion d'une note pratique en 2020. 30 % des parkings agents étaient équipés d'un stationnement vélo sécurisé fin 2020, nombreux projets d'installations en cours.	2
	7	Limitations des trajets en avion et financement de projets de lutte contre les émissions de GES en 2021	Règle de limitation de l'aérien établie en 2020. Un cahier des charges, en cours d'élaboration par le MTE, pourra servir d'exemple, en lien avec les dispositions de la loi Climat et résilience.	1
	8	Mise à disposition d'une solution de visioconférence à tous les agents	Solution déployée en 2020, accélérée par la crise : 800 000 agents ont accès à une solution professionnelle de visioconférence.	3

	N°	Engagement pris en février 2020	Réalisations à fin	Avancement *
Achats responsables	9	Fin du plastique à usage unique dans les événements organisés et sur les lieux de travail	Marché événementiel sans plastique à usage unique en 2020. Guide plastique prévu début 2022.	2
	10	Prise en compte du risque de déforestation dans les marchés publics en 2021	Guide publié en 2020 et actualisé en novembre 2021.	2
	11	Utilisation de papier recyclé ou à défaut issu de forêts gérées durablement en 2020	Adaptation du catalogue UGAP mi-2020. Résultats pour les services ayant recours à l'UGAP : 88 % recyclé au 2 nd semestre 2020.	3
Alimentation	12	Mise en œuvre anticipée en 2020 des dispositions EGALIM sur l'alimentation de qualité durable, au renouvellement des marchés de restauration collective et frais de bouche	Outils d'accompagnement produits en 2020 (guide, fiches) et 2021 (plate-forme gouvernementale « Ma-cantine »); démarche de déploiement et suivi 2021 (réforme prioritaire).	2
Bâtiment durable	13	Déploiement en 2020 d'un outil de suivi de consommation des fluides et publication en données ouvertes	Outil OSFI déployé dans tous les ministères (2/3 des bâtiments en 2020, poursuite du déploiement en 2021). Acculturation progressive des services.	2
	14	Interdiction et remplacement progressif des chaudières au fioul d'ici 2029	Programme de remplacement établi et note technique adressée à l'ensemble des services en 2020. 130 chaudières ont été remplacées en 2020 (soit 15 % du parc).	2
	15	Réduction des 2/3 de la facture énergétique et de 50 % des émissions de GES dans les 39 cités administratives rénovées d'ici 2022	Déroulement du programme de rénovation dans le cadre du Grand plan d'investissement : toutes les rénovations programmées ont été engagées, sauf une.	2
	16	Programme d'action immobilier : appel à projet de 20 millions d'euros en 2020 et massification pour 2022	Succès de l'appel à projets du 1 ^{er} semestre 2020, de Cube 2020 et de l'appel à projets France relance. 4 214 projets de rénovation énergétique dans les bâtiments de l'État représentant plus de 2,7 milliards d'euros ont été retenus dans le cadre de France Relance.	3
	17	Campagne de sensibilisation et d'implication des agents	Communication sur le dispositif en 2020. Nombreuses initiatives de sensibilisation et d'implication des agents. Formations sur Mentor (Services publics +) fin 2021. Intégration aux formations initiales (cadres supérieurs dès 2021).	2
Phyto	18	Fin en 2020 de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces ouverts ou non au public, sauf exceptions (sécurité)	Arrêté du 15 janvier 2021. Peu d'usage résiduel identifié à date. Mise en place de formations et promotion des alternatives	3
Économie	19	Échanges entre services et engagement de donner aux associations et acteurs de l'ESS le matériel dont l'État n'a plus l'usage dès 2020	Site dons.encheres-domaine.gouv.fr , guide et communication en place depuis fin 2019. 4000 biens ont été donnés à des associations et 347 biens ont été transférés entre services en 2020.	3
	20	Élaboration d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone numérique de l'État	Feuille de route Numérique et environnement début 2021. Guide achats numériques durables publié en version bêta. Avancement satisfaisant des autres chantiers (mesure, écoconception). Par ailleurs une démarche de <i>sourcing</i> a été engagée par la DAE sur les produits numériques reconditionnés.	3

PROCHAINES ETAPES

Annnonce des lauréats de l'appel à défis en juillet 2022.

Publication d'un premier bilan annuel de suivi des résultats à fin 2020 sur la base d'indicateurs harmonisés.

Renforcement de la formation et de la mobilisation des agents en lien avec les orientations issues de la Convention citoyenne pour le climat.

2,4 millions d'agents publics de l'État mobilisés pour la transition écologique

SERVICES PUBLICS
écocitoyens

